



APPEL A LA MANIFESTATION UNITAIRE

**Rassemblement Samedi 14 Avril 2018
10h30 cours Clémenceau à Rouen.**

**Le Premier ministre a
présenté les
principaux axes et la
méthode envisagée
concernant la
réforme de la SNCF,
il prétend même
savoir ce que veulent
les Français !**

OUVERTURE À LA CONCURRENCE

Les Cheminots sont fermement opposés à l'ouverture à la concurrence.

L'ouverture à la concurrence n'est pas gage d'efficacité et de développement pour le mode ferroviaire. Les exemples multiples dans d'autres pays le démontrent.

Le règlement européen OSP (Obligation de Service Public), cité à maintes reprises par le Gouvernement, n'oblige en rien d'ouvrir à la concurrence. L'article 5 § 4 bis est très explicite sur le sujet. Le gouvernement n'est pas face à une « obligation européenne », mais fait un choix délibéré d'ouvrir à la concurrence.

AVENIR DES LIGNES RÉGIONALES

Le Gouvernement ment en affirmant que sa réforme ne remet pas en cause l'avenir des « petites lignes ». En ne finançant pas les travaux nécessaires sur le réseau et en ouvrant à la concurrence, il laisse la responsabilité aux Régions de décider du maintien ou non des lignes régionales du Réseau Ferré National. Sur la Normandie cela pourrait se concrétiser par la fermeture de ligne.

Le Gouvernement préconise le passage du Statut d'EPIC, où l'État est propriétaire, à celui de « Société Nationale à Capitaux Publics », où l'État est actionnaire.

En clair, le Gouvernement s'offre la possibilité d'ouvrir le capital et ainsi de privatiser la SNCF à court terme. C'est le scénario qui a été appliqué à Air France, France Télécom, EDF/GDF...

Les Cheminots exigent le retour à une entreprise publique unique et intégrée : la SNCF.

AVENIR DU FRET SNCF

Malgré une situation catastrophique après plus de 10 ans d'ouverture à la concurrence dans le transport de marchandises, rien n'est proposé sur le Fret. Cela se traduit pour le territoire normand avec une sous utilisation des capacités ferroviaire et portuaire pour transporter les marchandises. Ex Senalia 750 camions jours pour transporter les céréales du port de Rouen, Equivalent à 12 trains.

Le Gouvernement veut liquider purement et simplement le Fret SNCF.

STATUT DES CHEMINOTS

Ce ne sont pas les conditions sociales des cheminots qui sont à l'origine des 55 milliards d'euros de dette du ferroviaire, mais bien le désengagement de l'Etat depuis des décennies. La fin du statut des cheminots ne réglera pas, bien au contraire, les problèmes d'organisation et de cloisonnement des activités qui détériorent la ponctualité et la qualité du transport au quotidien.

Est-ce le statut des cheminots qui est responsable des retards, des dysfonctionnements, des pannes ? **NON.**

Le Statut des cheminots permet au contraire une continuité et une stabilité dans le fonctionnement du Service Public. Il permet également un niveau de qualification, de formation initiale et continue pour assurer un haut niveau de technicité et de sécurité.

Les Cheminots agissent depuis plusieurs années pour la modernisation et le développement du service public ferroviaire ainsi que pour l'amélioration de leurs conditions sociales, de vie et de travail.

Face à l'ampleur des attaques annoncées, les Organisations Syndicales CGT, SUD, UNSA, CFDT et FO ont proposé la construction d'une riposte à la hauteur pour pérenniser l'entreprise publique SNCF, les trains publics et les conditions sociales des cheminots.

Cette réforme est une privatisation déguisée du service public ferroviaire et ne résoudra pas les problèmes que vous subissez au quotidien. Au contraire ! Il s'agit pour le gouvernement d'en finir avec le train.

**Les Syndicats CGT, SUD, UNSA, CFDT
et FO de l'agglomération rouennaise
appellent les cheminots, les usagers,
leurs associations ainsi que toutes
celles et ceux qui sont attachés au
service public, à participer à un
Rassemblement Unitaire**

**Le Samedi 14 Avril 2018,
Cours Clémenceau – Rouen,
à 10h30.**